



## Préparation de la prochaine Réunion de haut niveau

Document de référence pour la Session 1 : « Mieux servir le développement pour progresser au regard des ODD – préparation pour la prochaine RHN »

21<sup>ème</sup> Réunion du Comité de pilotage, 7 et 8 juillet 2021

Le présent document présente une proposition de vision politique pour la prochaine Réunion de haut niveau (RHN3) du Partenariat mondial, organisée par la coprésidence du PMCED. Il s'inscrit en appui à la discussion des membres du Comité de pilotage sur les ambitions politiques et les objectifs de la Réunion (1<sup>ère</sup> partie), ainsi que sur les considérations pratiques concernant la préparation de la Réunion (2<sup>de</sup> Partie).

Personnes à contacter :

M. Thomas BOEHLER, courriel : [Thomas.BOEHLER@oecd.org](mailto:Thomas.BOEHLER@oecd.org)

M. Rod MAMUDI, courriel : [Rod.MAMUDI@undp.org](mailto:Rod.MAMUDI@undp.org)

## Introduction

La 3<sup>e</sup> Réunion de haut niveau (RHN3) du Partenariat mondial, prévue en 2022, vise à insuffler un nouvel élan à une approche fondée sur des principes et nourrie par des données probantes du développement durable. La proposition de la coprésidence consiste à la présenter comme un « **Sommet de 2022 sur l'efficacité du développement** », avec pour objectif d'attirer des fonctionnaires de tous les gouvernements et tous les partenaires du développement au plus haut niveau politique, en vue d'adopter des mesures critiques pour renforcer l'impact de la coopération pour le développement et concrétiser le Programme 2030.

Lors de la 20<sup>e</sup> réunion du Comité de pilotage organisée en décembre 2020, les membres ont souligné l'importance du Sommet pour démontrer comment les principes d'efficacité peuvent déclencher et amplifier les solutions face aux défis liés au développement dans différents contextes nationaux. Les membres ont encouragé une orientation sur l'impact positif sur le développement des approches « à l'échelle de l'ensemble de la société » en matière de coopération pour le développement. Un consensus s'est dégagé sur le fait qu'une synthèse politique devrait réaffirmer les engagements existants et servir de base pour une feuille de route ambitieuse et inclusive visant à accélérer les progrès au regard des ODD au cours de la Décennie d'action.

## 1<sup>ère</sup> PARTIE : Vision politique et objectifs

### **1. Quelles nouvelles réalités façonneront l'avenir de l'efficacité du développement ? (Contexte, principes de base)**

- **La coopération pour le développement et le financement sont plus que jamais mis à mal.** La pandémie de COVID-19, le changement climatique et les chocs économiques leur font concurrence, avec des effets catastrophiques, notamment sur les populations vulnérables. Ces facteurs continuent d'amplifier les inégalités, contribuant à une augmentation de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire à l'échelle mondiale. Les financements demeurent volatiles et limités. L'APD une source vitale de la coopération pour le développement, mais elle ne représente qu'une fraction des ressources nécessaires pour concrétiser les ODD. Cette situation est exacerbée par la dette grandissante dans les pays en développement. Dans cette période d'incertitude, l'efficacité du développement est plus importante que jamais. Il est aujourd'hui urgent d'amener l'APD et les autres canaux de financement du développement à intensifier leurs actions en faveur des ODD et à exploiter les aspirations politiques de tous les partenaires pour gagner en efficacité et en impact.
- **Pour aller de l'avant ensemble et de façon plus efficace, des capacités supplémentaires et une action collective seront nécessaires afin de renforcer la confiance parmi l'ensemble des acteurs.** Les acteurs du développement s'emploient de plus en plus à rendre la coopération pour le développement plus efficace et inclusive. Inspirée d'une approche à l'échelle de l'ensemble de la société, leur collaboration s'appuie sur le rôle distinct des gouvernements nationaux et permet de renforcer la confiance et l'énergie nécessaires pour que le développement durable soit une réalité pour tous. Il est vital d'investir dans la résilience et les capacités des gouvernements nationaux pour avancer vers un développement durable. Cela implique notamment de consolider un dialogue inclusif au niveau des pays, mobilisant citoyens et partenaires autour d'objectifs communs.
- **Le paysage fragmenté du développement remet en question les scénarios actuels en matière d'efficacité et influence ce que le Partenariat mondial pourra proposer à l'avenir.** L'impact des initiatives publiques, multilatérales, privées, de la société civile, des organismes philanthropiques et d'autres acteurs en faveur du développement dépend de leur capacité à coordonner, harmoniser et adapter les approches selon les priorités des pays. La pandémie de COVID-19 l'a pleinement démontré. Ceci soulève divers défis d'ordre pratique pour les acteurs impliqués, dont entre autres

l'équilibre à trouver entre une action à l'échelle de l'ensemble de la société et le leadership gouvernemental, la transparence et la redevabilité à maintenir dans les configurations complexes, et les tensions entre les résultats et le renforcement des capacités. Il est urgent d'accorder une attention spéciale à ces compromis.

## **2. Quels devraient être les principaux objectifs stratégiques pour le Sommet ?**

Le Sommet encouragera **les ministres et autres représentants de haut niveau à trouver un accord sur les modalités d'un meilleur appui au développement afin de concrétiser le Programme 2030**. Leurs travaux reposeront sur les informations issues des Dialogues d'action du Partenariat mondial et sur les approches et données probantes dégagées par le programme de travail 2020-22 du Partenariat mondial, avec une nouvelle proposition de suivi à venir par laquelle tous les acteurs impliqués seront tenus responsables de leurs actions. Sur cette base, et compte tenu de l'affinement des objectifs stratégiques du Sommet au fil de l'évolution des travaux mentionnés ci-avant, les dirigeants politiques s'engageraient à améliorer leurs initiatives et à rattraper leur retard au regard du Programme 2030, par le biais de ce qui suit :

### **a) Une application plus systématique et rigoureuse des principes d'efficacité dans toutes les initiatives à l'appui du développement**

Si la pandémie de COVID-19 a conduit à la perte des acquis durablement obtenus en matière de développement, elle a aussi suscité une prise de conscience réaffirmée de la validité et de la pertinence inaltérables des principes d'efficacité. Les travaux en cours au sein du Partenariat mondial démontrent comment une plus grande efficacité peut aider à progresser de façon plus résiliente et durable vers les ODD, avec les ressources disponibles limitées, y compris au niveau sectoriel. Une appropriation inclusive par les différents acteurs est au cœur de cet effort. Ceci rappelle vivement la nécessité de veiller à ce que l'ensemble des initiatives et partenariats à l'appui de la réalisation du Programme 2030 soient conduits au niveau des pays, inclusifs, dotés de capacités adéquates et fondés sur des démarches qui consolident la confiance entre les partenaires. De ce fait, tous les acteurs doivent s'engager clairement sur le plan politique à faire évoluer les modalités de leurs partenariats, en plaçant résolument les principes d'efficacité au cœur du programme de développement mondial et du processus de suivi et d'examen des ODD.

### **b) Une action collective pour renforcer la confiance et les capacités au service d'une action multipartite au niveau des pays**

Une compréhension commune des réponses à apporter face aux nouveaux risques, aux compromis et aux tensions dans les partenariats au niveau des pays sera nécessaire pour toute reprise inclusive et durable. Ceci requiert un dialogue multipartite constant afin de rassembler tous les acteurs autour d'actions concertées et nourries par le Programme 2030 et les priorités nationales de développement. L'ensemble des parties prenantes devront convenir des actions nécessaires pour s'atteler aux défis, nouveaux et persistants, en matière d'efficacité, et garantir une orientation vers les priorités convenues dans le domaine du développement et vers l'aide à apporter aux acteurs les plus en retard. Étayé par des approches collectives de la redevabilité, ceci peut générer un élan grandement attendu pour exploiter les atouts des gouvernements, des citoyens et des autres partenaires, au service d'un impact et d'avancées bien plus significatifs en matière de développement durable.

**c) La présentation d'un discours stratégique axé sur les solutions pour une nouvelle ère en matière d'efficacité du développement**

Une application sur mesure, propre aux contextes, des principes d'efficacité et des précédents engagements sera essentielle pour nourrir les nouvelles approches stratégiques des différents acteurs. Ceci renvoie à deux dimensions : (i) une compréhension « approfondie » de la façon dont les principes peuvent aider à adapter les politiques, systèmes et opérations de façon à apaiser les tensions en matière d'efficacité dans les différents contextes nationaux, et (ii) un « élargissement » de la portée du programme en matière d'efficacité (par exemple, au-delà de l'APD ou pour couvrir les thématiques prioritaires telles que le climat ou la jeunesse). Un nouveau discours sur l'efficacité – et ses manifestations dans les différents contextes – axé sur les solutions et fondé sur des stratégies peut esquisser les contours d'un futur programme de travail pour le Partenariat mondial et ancrer la pertinence de ce dernier à l'avenir.

**3. Sur le plan politique, quels devraient être les principaux éléments et contours des résultats politiques du Sommet ?**

La coprésidence propose d'étudier différentes options, avec une préférence pour une déclaration politique concise, sous la forme d'un communiqué (5 à 6 pages maximum). Son ambition première serait de refléter les réalisations du Sommet sur le plan politique, dans la lignée des engagements existants et d'une volonté renouvelée de les concrétiser. La déclaration insufflerait une dynamique politique en faveur du Partenariat mondial en tant que plateforme de référence inclusive et multipartite pour les solutions en matière d'efficacité à l'appui du Programme 2030. Posant le degré d'ambition et le ton adéquates, la déclaration :

- ✓ Dans la lignée des engagements existants, exhorterait à accélérer l'efficacité du développement pour toutes les initiatives concrètes et à convenir de nouveaux domaines d'action prioritaires pour contribuer à la reconstruction et à la concrétisation du Programme 2030 (1<sup>er</sup> objectif du Sommet), en encourageant les parties prenantes à prendre leurs responsabilités et à aider à créer des conditions favorables à une efficacité accrue des partenariats
- ✓ Plaiderait pour une action commune afin de renforcer la confiance et les capacités au niveau des pays (2<sup>e</sup> objectif du Sommet), en institutionnalisant les « Dialogues d'action » pour favoriser l'apprentissage et le partage des connaissances sur l'efficacité du développement, nourrie par les données issues du Programme de travail 2020-22 du Partenariat mondial
- ✓ Lancerait un nouveau cadre/processus de suivi, ainsi que d'autres outils et orientations découlant du Programme de travail 2020-22 afin de mieux guider les initiatives et l'apprentissage (2<sup>e</sup> objectif du Sommet)
- ✓ Relancerait un Partenariat renforcé, nourri par les conclusions de l'examen du Partenariat mondial et les propositions de contours pour un futur programme de travail pour le Partenariat mondial (3<sup>e</sup> objectif du Sommet).

**Questions à examiner**

- Quelles réalisations sur le plan politique attendez-vous de la troisième Réunion haut niveau ?
- Sur cette base, approuvez-vous la vision politique proposée, y compris les objectifs et contours des résultats politiques ? Est-ce qu'il manque des éléments ?

- Avez-vous des suggestions spécifiques sur la pertinence et, le cas échéant, les modalités permettant d'« approfondir » la compréhension de la façon dont les principes devraient être appliqués dans un nouveau contexte mondial et d'« élargir » la portée des travaux ?

\* \* \*

## 2<sup>e</sup> PARTIE : Préparation du Sommet

Pour concrétiser cette vision, l'adhésion du plus grand nombre de partenaires est indispensable, à commencer par le Comité de pilotage lui-même, ainsi que la clarté des étapes concrètes à venir. Ce sera la clé du succès du Sommet et de l'avenir du Partenariat mondial. La seconde partie de cette session offrira donc la possibilité aux membres du Comité de pilotage de réfléchir aux critères de réussite et aux étapes concrètes, afin de s'y préparer ensemble. Ces réflexions devraient s'appuyer sur les enseignements tirés par les membres du Comité lors des précédentes Réunions du Partenariat mondial, en gardant à l'esprit les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les préparatifs<sup>1</sup>.

### 1. Le processus d'engagement politique

La participation de tous les réseaux au plus haut niveau politique est un facteur clé de réussite pour le Sommet. Leur engagement dépendra de l'intérêt des principes de base et des objectifs du Sommet, et des incitations à participer. Ceci inclut la perception de l'urgence des questions à débattre (« l'efficacité est plus importante que jamais »), les liens avec les processus de plus grande ampleur (tels que le Programme 2030), le degré d'ambition et la capacité à promouvoir et porter les actions, ainsi que la visibilité/les rôles des intervenants et la participation dans le processus politique en tant que décisionnaire.

Les résultats politiques devraient être particulièrement intéressants aux fins de mobiliser les ministres et autres représentants au plus haut niveau politique. L'engagement politique à l'appui des résultats devrait se manifester à un haut niveau technique afin de mobiliser les administrations et les organisations, et de rappeler pourquoi une approbation ministérielle est nécessaire. Les expériences passées ont également révélé que les documents relatifs aux résultats négociés requièrent beaucoup de ressources et comportent le risque d'aboutir à des documents copieux, ne suscitant qu'un faible renouvellement de l'engagement ou une faible utilisation sur le plan politique.

De ce fait, la coprésidence préfère une déclaration politique concise sous la forme d'un communiqué (voir la 1<sup>ère</sup> partie pour le contenu) et propose de mener le « volet politique » conjointement avec les membres du Comité de pilotage pour garantir des échanges à un stade précoce avec les ministres et les hauts fonctionnaires parmi tous les réseaux et régions. La coprésidence a hâte d'écouter les membres du Comité de pilotage exposer comment ils souhaiteraient poursuivre leur engagement politique à l'approche du Sommet, et quelles expériences ils peuvent partager à cet égard.

### Questions à examiner

- Quel type de résultats politiques aurait votre préférence en vue de garantir la participation des acteurs au niveau ministériel ?
- Quels processus préparatoires et participatifs envisagez-vous, notamment pour votre réseau ?

<sup>1</sup> Les discussions relatives aux ambitions de l'événement devront tenir compte des financements disponibles. Les sources de financement devront être étudiées au fur et à mesure de l'avancée des préparatifs ; elles sont distinctes du financement ordinaire du Partenariat mondial.

- Dans quelle mesure pourrez-vous appuyer le volet politique ?

## 2. Le format du Sommet

Depuis la pandémie de COVID, le monde s'est radicalement détourné de la présence et des interactions physiques au profit de modalités virtuelles. Il est difficile aujourd'hui encore d'évaluer à quel moment il sera de nouveau possible de voyager dans les mêmes conditions qu'avant la pandémie, et dans quelles proportions les projections auront changé au regard des conférences, notamment dans le secteur du développement, où la volonté de réduire l'impact environnemental des grandes conférences s'est amplifiée elle aussi. S'il n'existe à ce jour que quelques exemples de réunions similaires, le Comité peut apprendre des leçons tirées au cours de la préparation du Sommet. Qu'il s'agisse de formats hybrides ou entièrement virtuels, les préparatifs pourraient inclure un ensemble de webinaires techniques virtuels, étalés sur une période donnée, abordant certains thèmes pour des régions ou réseaux précis, au moyen de formats innovants. Le Comité devrait aussi réfléchir aux façons d'associer les ministres aux résultats politiques lors du Sommet. Une brève présentation des avantages et inconvénients de chaque approche est livrée ci-dessous :

<b>Réunion « hybride »</b> (Participation mixte en présentiel et virtuelle)	<b>Réunion entièrement virtuelle</b>
<p><b>Avantages</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Discussions plus instantanées et captivantes</li> <li>• Négociations plus fluides et réactives autour des résultats politiques</li> <li>• Le taux de présence/la participation sert d'« indicateur » de l'engagement</li> <li>• Un déplacement sur site garantit généralement la participation pendant toute la durée de l'événement</li> <li>• Possibilités de mise en réseau, partage d'idées</li> <li>• Événements parallèles et occasions de nouer des relations professionnelles</li> </ul>	<p><b>Avantages</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Davantage de possibilités en matière de participation – facilité d'accès, etc.</li> <li>• Format adaptable, possibilité d'organisation sur une période plus longue, favorisant davantage l'accès</li> <li>• Davantage de possibilités de compter sur une participation au plus haut niveau</li> <li>• Impact environnemental moindre</li> </ul>
<p><b>Inconvénients</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une présence « mixte » pourrait perturber le déroulement des séances</li> <li>• Difficultés de mobiliser les acteurs sur tous les fuseaux horaires</li> </ul>	<p><b>Inconvénients</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de la fatigue liée aux écrans</li> <li>• Possibilités moins étendues de mise en réseau/en matière de relations professionnelles</li> <li>• Difficultés persistantes/plus importantes sur tous les fuseaux horaires</li> </ul>

### Questions à examiner

- Quel format de Sommet sera le plus favorable au succès de la réunion à l'automne 2022 (hybride, virtuel, en présentiel), et pourquoi ?
- Pour chaque format, quels sont selon vous les principaux obstacles pour l'organisation du Sommet ?
- Comment pouvez-vous contribuer à l'organisation du Sommet, y compris son déroulement est étendu sur une période plus longue ?

## 3. Volets de travail pour le Sommet

Il est proposé que les préparatifs du Sommet produisent les éléments livrables ci-dessous, déclinés selon les quatre volets préparatoires :

**Volet politique** : Déclaration politique (voir ci-dessus)

**Volet communication** : Afin de mobiliser les parties prenantes lors des préparatifs et pendant et après le Sommet, il est proposé d'investir dans un scénario positif, le partage de bonnes pratiques utiles et d'exemples de réussite, et l'apprentissage systémique et le partage d'expérience afin d'accélérer les mesures adoptées. Les éléments concrets pourraient englober un site internet dynamique et actualisé, la consignation des supports et processus liés aux différents Domaines d'action du Programme de travail, et une utilisation accrue de la Plateforme interactive de partage des connaissances (PPC) réservée aux Membres pour le partage des connaissances, les actions de plaidoyer et de sensibilisation, ainsi que des interactions simplifiées.

**Volet technique** : Un rapport de synthèse pour consigner les principales conclusions des Dialogues d'action et du nouveau cadre et processus de suivi.

**Volet organisationnel** : Les préparatifs du sommet en lui-même, dont l'élaboration du programme ou encore les éléments logistiques tels que l'invitation et l'enregistrement des parties prenantes, les déplacements et la coordination y afférente.

**Questions à examiner :**

- Êtes-vous d'accord avec les éléments livrables ? D'autres éléments devraient-ils y figurer ?
- À quels éléments livrables aimeriez-vous contribuer de façon active ?